

La Russie. L'empire sans limites ?

mardi 3 juin 2014, par [Laurent CHAMONTIN](#), [Pierre VERLUISE](#)

La venue en France de V. Poutine les 5 et 6 juin invite à mettre la Russie en perspective. Ce pays vient de créer l'Union économique eurasiennne (UEE) avec la Biélorussie et le Kazakhstan, deux anciennes républiques soviétiques.

Voici un entretien exclusif avec Laurent Chamontin, auteur de "L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe", éd. de l'Aube. Un ouvrage recommandé par le *Diploweb.com*. L'auteur répond ici avec profondeur et sans langue de bois aux questions de P. Verluise. L'actualité aux frontières de la Russie donne à cet échange une densité singulière.

Pierre Verluise : En quoi la relation des Russes à l'espace est-elle spécifique ? Pourquoi écrivez-vous que la Russie est "génétiquement continentale" ?

Laurent Chamontin : Pour les États géants, le processus de délimitation et d'occupation du territoire national pose des problèmes tout à fait particuliers : c'est pourquoi il est pleinement justifié de considérer l'espace comme un acteur historique à part entière, comme je l'ai fait dans le cas russe.

C'est que pour prendre et tenir, il ne suffit pas de s'imposer aux populations existantes, il faut aussi développer les moyens concrets d'occuper tout le territoire, et se prémunir du risque de fractionnement spatial par création de baronnies locales.

Dans cette catégorie des États géants, [la Russie](#) occupe une place à part : c'est le cas par excellence de création d'une civilisation agraire dans l'aire stratégique des nomades, dont il lui faudra subir le joug entre 1240 et 1480. S'ensuit une phase de reconquête patiente, fondée sur l'expansion démographique et l'importation de technologies européennes, qui permettra d'atteindre le Pacifique (1639), la Crimée (1783) et l'Asie centrale (fin du XIXe siècle).

Cette histoire dramatique, le risque de fractionnement mentionné plus haut et les formes politiques héritées des mongols ne préparent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, une civilisation du compromis. L'histoire du développement de l'Empire à partir de la principauté de Moscovie est essentiellement celle d'une affirmation sans partage.

[La Russie](#) est loin d'être débarrassée de la nostalgie de l'empire patrimonial, ce système qui a connu son apogée sous Pierre le Grand, sous lequel le pays et ses habitants étaient considérés comme propriété du souverain.

Au total, [la civilisation russe est génétiquement continentale](#), car malgré les tentatives de Pierre le Grand et de quelques autres, elle émane d'un berceau situé au milieu des terres, à bonne distance des ennemis potentiels (polonais, turcs, suédois...) et les influences maritimes ne jouent dans son développement qu'un rôle d'appoint.

Après avoir été source d'insécurité à l'apogée de la menace nomade, le territoire y est devenu un refuge, même si sa taille en fait un défi permanent jusqu'à aujourd'hui : la préoccupation d'en garder le contrôle est en particulier à l'arrière-plan de la décision de Vladimir Poutine de nommer lui-même les gouverneurs

de province, ou de la guerre de Tchétchénie. Et l'aménagement du territoire figure parmi les questions sur lesquelles l'URSS s'est cassé les dents...

P. V. : En quoi le pouvoir russe est-il une émanation de la société ? La Russie est-elle aujourd'hui encore une forme d'empire, tant dans l'acception spatiale que politique du mot, ne serait-ce que par la tendance patrimoniale du pouvoir ?

L. C. : [En Russie](#), l'idée d'un État recherchant le bien collectif peine à s'imposer ; il y a une tradition solidement établie selon laquelle le pouvoir surplombe la société sans se reconnaître d'obligations vis-à-vis d'elle, avec [une tendance marquée à privilégier les canons sur le beurre, qui a fini par coûter cher à l'URSS](#). Et en arrière-plan, un substrat anthropologique égalitaire et autoritaire, qui donne à la relation avec les autorités cette religiosité si déconcertante.

Ce substrat ne s'érode que lentement, car le fait continental ralentit les échanges - ainsi, encore aujourd'hui, la population sort peu des limites de l'ex-URSS - mais il s'érode cependant, en liaison aussi avec un niveau d'éducation très élevé. Il y a aujourd'hui des plages de liberté réelle, que certains ne se privent pas d'utiliser au maximum, comme l'illustrent les manifestations de 2011 - 2012, ou l'activité actuelle de l'opposant Alexeï Navalny. Mais il s'agit de « zones grises », que les autorités ne se privent pas de réinvestir selon leur bon vouloir. Au total, le pays est loin d'être débarrassé de la nostalgie de l'empire patrimonial, ce système qui a connu son apogée sous Pierre le Grand, sous lequel le pays et ses habitants étaient considérés comme propriété du souverain.

P. V. : L'occidentalisation de la Russie a-t-elle un sens ou s'agit-il d'un faux semblant, d'un jeu de dupes ?

L. C. : Les emprunts de [la Russie](#) aux civilisations occidentales sont légion. Ce qu'elle refuse d'importer avec une belle constance, c'est l'État libéral et son système de garanties juridiques. Ce fait est à la source de problèmes bien visibles : la corruption, un aveuglement récurrent sur l'état réel du pays... Mais il a sa pesanteur : outre les éléments déjà mentionnés, ayons à l'esprit un sondage récent selon lequel il est « parfaitement acceptable de déformer l'information pour protéger les intérêts de l'État », pour 55% de l'opinion russe [1].

Encore une fois, l'indépendance vis-à-vis de l'État est possible, mais elle reste très précaire. Il en sera sans doute ainsi jusqu'à ce que les générations qui ont connu l'URSS à l'âge adulte passent la main, dans une dizaine d'années. Au delà, une évolution d'ampleur pourra peut-être se produire, mais elle ne conduira pas à « dérussifier » la Russie. Du reste, les sociétés occidentales sont loin d'obéir à un modèle unique...

P. V. : Russie et démocratie, ces deux mots peuvent-ils faire système ? Quel État de droit à Moscou et dans ses provinces ? Quel contrat entre la société et l'État ?

En Russie, la notion de contrat avec la société reste absente de la conception du pouvoir

L. C. : La démocratie à la russe reste à inventer - je parle bien d'une compétition ouverte, où tous les candidats ont leur chance. De ce point de vue, [l'Ukraine, qui malgré ses particularités partage l'héritage politique du monde russe, pourrait être une sorte de laboratoire](#)... Mais, significativement, le Kremlin arrive à mobiliser sa base électorale contre son voisin, car la tentative révolutionnaire en cours [NDLR : 2013-2014] est surtout vue comme [une menace de « désordre »](#), de même d'ailleurs que la démocratie en soi : c'est encore la pesanteur anthropologique que l'on touche ici du doigt.

La notion de contrat avec la société, inséparable de la démocratie telle qu'elle s'est développée en Occident à partir du XVIIIe siècle, est donc absente dans l'aire qui nous occupe. On ne s'étonnera donc

pas que la légitimité fonctionnelle de l'État russe soit très problématique, comme l'a montré Marie Mendras : en effet celui-ci ne garantit pas « la santé, l'éducation, la gestion des infrastructures, la justice, l'ordre public » [2] ; sa pérennité repose sur un compromis boiteux - un peu de bien-être matériel contre la non-ingérence dans le champ politique - et les citoyens s'efforcent en fait d'avoir affaire à lui le moins possible.

C'est un point sur lequel il faut insister, car il va à l'encontre des images de « pouvoir fort » construites par les communicants du Kremlin, et il contribue fortement aux travers bien connus : taux de mortalité infantile élevé, initiative individuelle et économie lourdement handicapées par la corruption, faiblesse des garanties juridiques, etc.

Quant à la différence de conditions [entre Moscou et les provinces](#), je pense qu'il s'agit d'une différence de degré et non de nature ; mais pour expérimenter les imperfections de l'État de droit, il vaut sans doute quand même mieux être dans la capitale qu'au fin fond de la province...

P. V. : De votre point de vue, cela fait-il sens de compter la Russie au nombre des pays émergents ? Moscou aujourd'hui est-elle une forme de village Potemkine ?

L. C. : La distinction pays émergent / pays développé est commode mais assez mal adaptée à la Russie, dans la mesure où il y a bien eu une expérience de modernisation à partir de 1917, qui a connu comme on sait des résultats mitigés.

Certains des traits des pays développés sont bien là : il s'agit d'une économie à très haut niveau de technicité, servie par une population éduquée. Mais comme nous venons de le mentionner, la corrélation entre niveau d'éducation et démocratie rencontre ici une exception importante, au moins jusqu'à aujourd'hui ; et la priorité longtemps accordée aux canons sur le beurre a conduit à sur-développer le complexe militaro-industriel à un coût social exorbitant, au détriment de l'économie civile. Le résultat est visible à l'exportation : aéronautique, armement, technologie nucléaire, et d'un autre côté des matières premières minérales ou agricoles, qui pour le coup rappellent nettement les pays en développement.

Outre ce legs encombrant du passé, il faut compter ici encore avec l'influence du territoire, qui contribue à compliquer l'intégration de cette économie continentale aux échanges internationaux, à déconnecter les acteurs russes de l'émulation générale. Quand on est au cœur du bassin de la Volga, ou dans l'Oural, il faut faire un certain nombre de kilomètres pour étudier les ressorts de la compétitivité européenne. Nous sommes ici à l'opposé des interactions incessantes entre sociétés européennes, dont le rôle décisif a été mis en lumière par Paul Kennedy [3].

[Moscou est-elle pour autant un village Potemkine ? C'est clairement une vitrine, comme toute capitale. Pour autant je crois qu'il est devenu relativement plus simple de se déplacer en province, et donc de voir l'envers du décor. Pour le village Potemkine, je citerais plutôt les Jeux Olympiques de Sotchi, avec leur « emplacement pour manifestants », concession de pure mauvaise grâce aux usages de la vie internationale, qui servait à masquer le fait que la liberté d'expression n'est pas sans risques en Russie.](#)

P. V. : Quelle est la conception russe de la frontière ?

L. C. : Ici comme ailleurs, la frontière joue un rôle de filtrage et de protection. La question est de savoir de quoi elle protège : la spécificité russe est ici encore l'empire patrimonial, dont le pouvoir n'admet aucune restriction. La délimitation du territoire est une concession aux nécessités qui limitent la portée de toute entreprise humaine, et elle a pour but de protéger la vérité décrétée par le souverain. Il ne s'agit pas seulement de considérations sur l'imaginaire historique : les restrictions récentes d'accès à [Internet](#) ont un lien direct avec la confiscation des imprimés à la frontière que décrivait Custine en 1839.

P. V. : Que nous apprend la crise ukrainienne au sujet des relations que V. Poutine entretient avec "l'étranger proche" de la Russie ?

L. C. : Nous sommes en présence d'un affrontement très classique entre le centre et les marges (de même

que la Krajina croate, [l'Ukraine](#) porte un nom qui signifie « confins »).

V. Poutine est l'héritier d'une longue tradition d'affirmation exclusive de l'État aux dépens de toute légitimité alternative, appuyée sur l'isolation vis-à-vis de l'extérieur permise par l'éloignement - c'est ce que j'appelle le vase clos.

Le fait que Moscou soit une puissance excentrée entretient une insécurité permanente liée au risque de marginalisation, d'où une tendance systématique à pousser ses pions le plus loin possible. C'est un facteur que l'on retrouve dans son intérêt ancien pour les détroits turcs, comme aujourd'hui dans son attitude vis-à-vis du Japon aux îles Kouriles, car celles-ci ferment la mer d'Okhotsk ; dans le cas de l'Ukraine, il y a les fameux gazoducs, qui transportent 60% du gaz russe à destination de l'Europe, et, [avec Sébastopol, un accès commode à la mer Noire : autant de raisons d'y être intransigeant.](#)

À cette dimension purement géographique se superpose la dimension culturelle. Vladimir Poutine n'est ni Ivan le Terrible, ni Joseph Staline, mais il est l'héritier d'une longue tradition d'affirmation exclusive de l'État aux dépens de toute légitimité alternative, appuyée sur l'isolation vis-à-vis de l'extérieur permise par l'éloignement - c'est ce que j'appelle le vase clos.

Dans ce contexte, les entités frontalières ouvertes sur l'Europe sont conçues comme des facteurs de déstabilisation et doivent être mises au pas. L'Ukraine, marquée par l'influence polonaise et austro-hongroise, dont les districts occidentaux ne sont entrés dans la sphère russe qu'en 1944, est dans ce cas. Cela peut paraître étrange, mais il y a une continuité structurelle profonde entre ses déboires actuels et l'assujettissement de Novgorod par Ivan le Grand et Ivan le Terrible, aux XVe et XVIe siècles...

Il faut noter en l'occurrence que le risque de déstabilisation n'a rien d'imaginaire : avec le compromis boiteux évoqué plus haut (un peu de bien-être contre la non-ingérence dans le champ politique), une croissance en berne, et les images des ukrainiens visitant la villa de Yanoukovitch en fuite, il y a de quoi être nerveux... L'autoritarisme est certes bien accepté en Russie, mais nul ne peut dire ce qui adviendrait si le contrat implicite entre la société et l'État n'était plus respecté par ce dernier.

Ce que l'on voit enfin dans la crise ukrainienne, c'est une grande différence entre Russie et Chine : avec Deng Xiaoping, cette dernière a su se réinventer à partir de ses marges - les points de contact avec la modernité que sont Hong Kong, Taïwan et la diaspora. La Russie de son côté est en train de choisir le repli sur soi, et sa réinvention reste des plus hypothétiques.

P. V. : Que répondez-vous à ceux qui jouent la petite musique d'une adhésion de la Russie à l'Union européenne ? Seriez-vous favorable à un axe Paris-Berlin-Moscou pour résister aux tendances hégémoniques des Etats-Unis ?

L. C. : Si vous le permettez, je vais prendre le temps de répondre en détail à cette question d'une actualité brûlante. Autant le dire tout de suite, je ne vois pas un seul argument en faveur de l'adhésion de la Russie à l'Union européenne...

Le premier terme du problème est l'Union européenne, qui ne peut pas faire l'économie d'une réflexion en profondeur sur ce qu'elle est. Quand on prend comme modèle le système américain, on oublie que dans ce dernier cas l'État fédéral était présent dès le départ, et que sa construction a eu lieu à une époque où la complexité institutionnelle était incomparablement moindre qu'aujourd'hui.

En Europe, nous sommes à l'opposé : la tentative fédéraliste revient, dans un monde devenu extrêmement complexe, à bâtir une superstructure qui coifferait des États - Nations dont l'édification remonte pour certains d'entre eux au Xe siècle.

D'où nécessairement un fonctionnement peu lisible, fait de l'application de procédures très sophistiquées

et parfois très bloquantes. L'Europe est, par essence, un objet difficile à vendre à une heure de grande écoute.

Ceux qui la construisent sont par ailleurs tentés de passer par pertes et profits leurs particularités nationales pour aboutir à une forme de consensus minimum ; ce qui est évacué ainsi, c'est plus qu'un supplément d'âme, c'est une identité à laquelle peu d'européens pourraient renoncer. La manière d'illustrer les billets de banque fournit un exemple caricatural de ce problème : l'Euro est une monnaie qui affaiblit le sentiment identitaire national sans le remplacer par autre chose.

Il ne s'agit pas malgré les apparences d'un sujet anecdotique : je renvoie sur ce point à « L'illusion économique » d'Emmanuel Todd, qui aide à comprendre les difficultés de l'Europe en insistant sur la variété et la pesanteur du fait anthropologique.

Ajouter aux problèmes de l'UE l'intégration d'un Etat gazier et pétrolier de 17 millions de km² ouvert sur les aires turco-persane et chinoise serait une fuite en avant catastrophique.

Je mentionnerai enfin une question peu visitée qui est celle de la diversité linguistique. L'essence de la politique, c'est de parler avec les gens. Il n'est pas imaginable un seul instant qu'un politicien puisse établir un contact avec ses électeurs en parlant l'anglais (hors des îles britanniques, bien entendu) ou en recourant à un traducteur. Ce simple fait suffit à mon sens à enterrer l'idée d'un exécutif européen, sauf à passer la démocratie par pertes et profits...

Tout ceci pour dire que l'Europe est pour l'instant un rêve fédéral profondément embourbé, qui n'est pas à même de répondre aux défis qui lui sont posés. Parmi ceux-ci, les nécessités de plus en plus criantes de la diplomatie et de la sécurité, que les crises actuelles dans les mondes russe et arabe, qui sont tous deux à nos portes, ne permettent plus d'ignorer.

Ajouter à ces problèmes l'intégration d'un Etat gazier et pétrolier de 17 millions de km² ouvert sur les aires turco-persane et chinoise serait une fuite en avant catastrophique (de même d'ailleurs que celle de l'Ukraine ou de la Turquie).

Dans la suite de ce qui a été dit plus haut, la Russie est l'autre terme du problème. D'abord parce que, pour paraphraser Churchill, elle a toujours le choix entre l'Europe et le Grand large, cette dernière expression étant à prendre au sens métaphorique, puisqu'il est ici question d'un océan de plaines. La tentation de tourner le dos à l'Europe, dont on voit bien l'actualité, est une option viable, même si de l'extérieur nous en voyons mieux les inconvénients que les bienfaits.

Par ailleurs, le sentiment de l'exceptionnalité est profondément ancré dans la mentalité russe : on peut dire pertinemment que la distinction entre « eux » et « nous » y est affirmée avec d'autant plus d'insistance que, dans une perspective longue, les frontières du pays sont floues et changeantes.

Il devient clair que la Russie n'est absolument pas soluble dans une structure supranationale.

Ajoutons à cela une expérience aussi singulière que la vie en vase clos face à un pouvoir sans contrepoids, qui isole forcément de la culture européenne, et le climat de renaissance nationale sur fond de récit d'humiliation qui prévaut actuellement, et il devient clair que la Russie n'est absolument pas soluble dans une structure supranationale.

Il y a encore la question des valeurs : les résultats du sondage cité plus haut se passent de commentaires... Et le Kremlin dispose ainsi d'une marge de manœuvre inaccessible aux Occidentaux

depuis les années 1960 pour soutenir des régimes anti-démocratiques, à laquelle il n'a aucune raison de renoncer.

Le dernier obstacle est le fossé culturel qui existe entre l'Europe et la Russie, dont la crise ukrainienne montre la profondeur : la première sous-estime gravement l'inquiétude russe en matière de sécurité liée à une hypothétique Ukraine membre de l'UE et de l'OTAN, la seconde a bien du mal à inspirer confiance, en raison de son caractère agressif et de son rapport au droit problématique. Que les deux parties s'entendent sur l'avenir de l'Ukraine sera déjà bien assez compliqué : pour ce qui est d'un partenariat plus poussé, on verra un autre jour. En tout cas, je ne vois pas de raison de se couper des États-Unis : dans un XXI^e siècle dangereux, la relation privilégiée avec eux est l'un des meilleurs atouts de l'Europe...

P. V. : De l'autre côté, quid des relations entre la Russie (presque "vide") et la Chine (presque "pleine") ?

L. C. : L'écart de densité de population entre la Sibérie et [la Chine](#) utile dont elle est frontalière est évidemment très important : hors de la région de Novossibirsk, on décompte du côté russe de l'ordre de 1 habitant par kilomètre carré. L'URSS a échoué dans sa tentative de peuplement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.

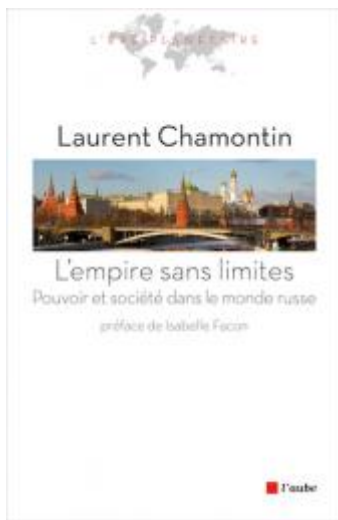
À court terme, ce déséquilibre n'est pas gênant, même si l'immigration chinoise le long de la frontière commune est visible : [Moscou et Pékin trouvent un intérêt partagé à exercer une forme de condominium sur l'Asie centrale, et pourraient même dans les prochaines années se coordonner pour faire pièce aux Occidentaux.](#)

La situation peut devenir plus préoccupante à long terme pour le Kremlin, qui avait profité de l'époque des Traités inégaux pour annexer le bassin de l'Amour aux dépens de son voisin. La montée en puissance de [la Chine](#) entraînera un déséquilibre grandissant, d'autant que [la Russie](#) n'a toujours pas trouvé la recette de la croissance. C'est dire que Moscou prend un gros risque en se coupant des Occidentaux, celui de renoncer à un contrepoids qui peut s'avérer utile face à Pékin. Très concrètement, développer l'Extrême-Orient en s'appuyant sur des capitaux japonais et occidentaux serait pour la Russie la meilleure manière de préparer l'avenir. Il faudrait pour cela régler définitivement la question des Kouriles avec [le Japon](#) ; mais, selon Céline Pajon, l'annexion de la Crimée a été mal ressentie par Tokyo et cette perspective a été reportée *sine die*...

Copyright Juin 2014-Chamontin-Verluisse/Diploweb.com

Plus

Laurent Chamontin, *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* (préface d'Isabelle Facon), Éditions de l'Aube, 2014



L'URSS a disparu à jamais, entraînant dans sa chute l'idéologie qui en faisait l'avant-garde éclairée du monde moderne. Pour autant, le passage à la démocratie et à l'économie de marché n'a pas produit les effets escomptés : les populations de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine peuvent certes voyager, surfer sur Internet ou acheter une voiture, mais leur position vis à vis de l'État demeure précaire, et il n'y a pas eu de décollage économique à la chinoise. Cet ouvrage rend ce paradoxe intelligible en mettant en évidence le lien, éclipsé un temps par le communisme, qui relie le monde russe actuel et la civilisation dont il est issu, où l'individu, pris dans la démesure du territoire, peine à trouver sa place.

Voir le livre de [Laurent Chamontin, *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* sur le site des éditions de L'Aube](#)

P.-S.

Écrivain et russophone, Laurent Chamontin est auteur de *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* (préface d'Isabelle Facon, Éditions de l'Aube, 2014). Né en 1964, il est diplômé de l'École Polytechnique. Il a vécu et voyagé dans le monde russe. Pierre Verluise est Directeur du *Diploweb.com*.

Notes

[1] Madeleine Leroyer, « Accents d'Europe », RFI, 10 avril 2014.

[2] In « Russie, l'envers du pouvoir », Odile Jacob, 2008.

[3] « Naissance et déclin des grandes puissances », Payot, 1991